

Le marigot médiatique africain. Approches d'une information à rebours (2010-1960)

Jean-Pierre Bat

DANS **LE TEMPS DES MÉDIAS** 2011/1 (N° 16), PAGES 63 À 73
ÉDITIONS **NOUVEAU MONDE ÉDITIONS**

ISSN 1764-2507

ISBN 9782847366051

DOI 10.3917/tdm.o16.0063

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-le-temps-des-medias-2011-1-page-63.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Nouveau Monde éditions.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le marigot médiatique africain. Approches d'une information à rebours (2010-1960)

Jean-Pierre Bat*

Mettre un nom sur une menace, dévoiler les traits d'un adversaire invisible, c'est là le scoop attendu lorsque la presse s'attaque au monde du renseignement. Les exemples de recherche effrénée d'informations sur les hommes de l'ombre ne manquent pas. La quête, par toutes les rédactions de France et de Navarre, d'un portrait du général Rondot aux premiers jours de l'affaire Clearstream en a été la meilleure preuve. Bien souvent, le grand public ne connaît au mieux que le nom de ceux qu'il est convenu d'appeler populairement des « espions ». On cherche à associer à ces inconnus le sigle d'une force spéciale ou d'un service secret pour donner un peu plus de cohérence politique et géographique à leurs activités – sans réellement savoir de quoi elles retournent. La frontière entre initié et profane apparaît, en effet, fortement palpable. Tout semble se nouer autour de la délicate évaluation, rendue compliquée par les chaussetrappes d'une seconde intention tou-

jours cachée, de l'impact des Services dans la sphère politique et publique. Familier de ce carrefour interlope, Antoine Glaser, ancien rédacteur en chef de *La Lettre du continent*, parle du renseignement comme d'un nouveau fétiche.

De fait, ce sujet est d'autant plus brûlant en Afrique que lesdits services de renseignement et de sécurité ne connaissent pas un cloisonnement aussi architecturé que dans les pays du Nord. Dans les années 2000, Jean-Dominique Ockemba, alias JDO, neveu du président du Congo-Brazzaville et chef des Services, se voit prêter une influence et des pouvoirs dignes d'un vice-président. Lorsque la presse spécialisée évoque ses missions, c'est dans l'espoir de dépister la realpolitik de Sassou N'Gusso. Le poids de la figure tutélaire du « Monsieur Sécurité » présidentiel n'est pas nouveau. À l'aube des années 1960, au Cameroun, le commissaire Jean Fochivé, directeur du Service des études et de la documen-

* Archiviste paléographe, agrégé d'histoire, École nationale des chartes, université Paris I-Panthéon Sorbonne.

tation (SEDOC) fait figure de rempart personnel pour le régime d'Ahidjo. Son témoignage, longtemps attendu pour éclairer l'histoire contemporaine du Cameroun, a été recueilli peu après sa disgrâce et publié après sa mort par Frédéric Ekankam¹. La médiatisation d'une telle parole ne pouvait qu'être sujet à polémique, comme l'a attesté la querelle qui a opposé, dans un premier cercle, l'auteur aux enfants du commissaire. L'essentiel est pourtant là : toucher le service de sécurité d'un président africain signifierait, plus qu'ailleurs, toucher au cœur du pouvoir.

Il est aisé de comprendre que les outils médiatiques s'avèrent non seulement une interface privilégiée entre monde secret et opinion publique. Ils sont aussi et surtout un vecteur de parole à contrôler et maîtriser dans l'économie du renseignement. L'épiphanie journalistique est alors à réinscrire, au regard de l'historien, dans la dynamique d'une information à rebours. Dès les indépendances, les facettes recouvertes par la presse s'avèrent autant de miroirs orientés à dessein.

L'épiphanie médiatique du renseignement, entre révélation et dénonciation

La mort d'un maître espion, la chute d'un régime, la décoration d'un homme de l'ombre ou l'échec d'une opération (syndrome de la Baie des cochons) sont quatre moments privilégiés de cristallisation médiatique. Ces

cas typiques d'éclairage relèvent d'un dispositif narratif classique mais toujours payant lorsqu'il s'agit d'évoquer cet univers : partir d'un événement pour remonter le fil d'une histoire cachée.

L'annonce de la mort, le 22 novembre 2010, du colonel Abraham Avi Sivan, ancien officier israélien devenu un pilier du régime de Paul Biya (Cameroun), répond à ce scénario. L'opinion publique camerounaise et internationale ne connaît de ce militaire que l'éloge funèbre prononcé par le vice-Premier ministre Moshe Yaalon : « Un grand capitaine, de ceux qui tinrent le terrorisme en échec au cours de la première Intifada. » Au sein des cénacles d'initiés, on rappelle que ce colonel, certes discret, n'a pourtant rien de secret. Envoyé comme attaché de défense à l'ambassade de Yaoundé au début des années 1980, il passe rapidement sous contrat camerounais en qualité de conseiller à la présidence. Paul Biya lui confie l'organisation de sa Garde présidentielle (GP)². Le colonel Sivan devient en plus de deux décennies l'un des principaux verrous sécuritaires du régime. Il parvient même à s'émanciper de la hiérarchie militaire camerounaise en créant « sa » force spéciale : le Bataillon léger d'intervention (BLI), renommé Bataillon d'intervention rapide (BIR). Cette « armée dans l'armée » se transforme en fer de lance de la restauration de l'ordre à travers le pays (frontières du Grand Nord, litige de Bakassi, lutte contre les coupeurs de route, piraterie, etc.) Il faut

pourtant attendre la mort spectaculaire de Sivan dans un accident d'hélicoptère pour dévoiler l'existence de ce « Monsieur sécurité » au grand public et pour lui consacrer des articles.

En écho à cet hommage funèbre d'un genre particulier, la diffusion des identités d'agents et d'officiers de renseignements peut répondre à une dialectique dénonciatrice plus incisive. En pointant du doigt les Services d'un gouvernement déchu, l'objectif est de dénoncer un régime policier et ses abus aux yeux d'une opinion publique mondiale érigée en juré populaire. Les services de renseignement et de sécurité sont ravalés au rang de « police politique », c'est-à-dire de bras séculier du pouvoir. L'ombre de la Gestapo ou du NKVD plane aussitôt dans les esprits. L'axiome qui préside à cette médiatisation est simple : protégés par leur anonymat, les sicaires d'une administration déchue doivent être rendus vulnérables par la diffusion internationale de leur identité et de leurs crimes. Ils pourront ainsi être l'objet de recherches pour abus d'autorité ou crimes de guerre selon les chefs d'inculpation retenus. C'est la tactique choisie par Human Rights Watch (HRW) contre Hissène Habré, chef de l'État tchadien de 1982 à 1990, en exil au Sénégal. En 2000, suite au précédent qu'a constitué l'arrestation de Pinochet à Londres, un collectif de victimes porte plainte auprès du tribunal de Dakar contre le président déchu. L'accusation se concentre sur les exactions de sa police politique, la direction

de la Documentation et de la Sécurité (DDS), dont les archives ont été consultées et en partie publiées, sous le nom d'« archives de l'horreur³ », par les soins de HRW entre 2001 et 2003. En 2005, HRW diffuse un rapport en ligne intitulé « Tchad : les victimes d'Hissène Habré toujours en attente de justice ». Il dénonce la DDS et ses agents⁴. La logique de cette médiatisation correspond à l'enlisement du dossier judiciaire à Dakar, tandis qu'un tribunal belge cherche à relancer l'affaire. Ce rapport entend susciter un mouvement d'opinion international pour faire pression sur les instances tchadiennes (demande d'extradition), sénégalaises (ministère de la Justice), africaines (CEDEAO et UA) et internationales (UE et ONU) afin de hâter le procès toujours suspendu d'Hissène Habré et de dénoncer les anciens hommes de la DDS reconvertis dans les nouveaux Services tchadiens.

La quête de l'identification des hommes de l'ombre correspond également à un jalon argumentaire dans une grille d'analyse géopolitique sur un mode classique : « Trouve l'espion de tel service, et je te dirais quelle puissance agit dans ce pays. » À l'automne 2010 avec son enquête intitulée *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Pierre Péan propose son interprétation de la région des Grands Lacs depuis l'épuisement de la Guerre fraîche⁵. En déroulant la biographie de l'Américain Roger Winter, fidèle allié depuis la fin des années 1980 de Yoweri Museveni (Ouganda),

Paul Kagame (Rwanda) puis John Garang (leader sécessionniste du Sud-Soudan), le journaliste-enquêteur ne cache pas sa méthode. Considérant Winter comme l'agent le plus important de la CIA dans cette région, il fait de sa biographie le révélateur chimique de la politique officieuse conduite par les États-Unis. Conscient des manques de sa démonstration et des faiblesses de ses sources, Pierre Péan veut alors voir dans la décoration de Winter par Kagame, le 4 juillet 2010, la preuve de la connexion entre l'ancien rebelle rwandais et la CIA. L'épiphanie doit avoir lieu. L'épiphanie, pour Pierre Péan, a eu lieu : elle est immortalisée par une photographie officielle de cette cérémonie.

Enfin, le syndrome de la Baie des cochons s'impose comme le quatrième archétype de révélation. Le 27 juin 1977, *Afrique-Asie*, magazine militant tiers-mondiste, publie un article accusant la cellule africaine de l'Élysée de se trouver derrière l'agression manquée du 16 janvier 1977 contre la République populaire du Bénin⁶. Ce jour-là, une équipe de mercenaires atterrit sur le tarmac de Cotonou pour déposer le président socialiste Mathieu Kérékou. Mais l'opération « Crevette » échoue. Dans la précipitation de leur retraite, les assaillants abandonnent derrière eux une cantine... remplie d'archives – alors qu'ils ne pensaient perdre qu'une simple caisse de munitions. Les militaires béninois découvrent dans cette importante documentation le nom du chef des merce-

naires : le colonel Maurin, alias Gilbert Bourgeaud. Derrière ces noms se cache en fait Bob Denard. Le passeport au nom de « Bourgeaud » avait été établi dans les années 1960 par les services du colonel Maurice Robert, directeur du secteur N (Afrique) du SDECE. *Afrique-Asie*, utilise la publication de ces faux papiers comme pièce centrale de l'instruction médiatique soigneusement préparée pour dénoncer les connexions internationales du complot. Sous-traitant des Services, Denard a pu compter sur le soutien de l'ambassade de France au Gabon et sur la complicité de chefs d'État tels que Omar Bongo (Gabon), Hassan II (Maroc) et le général Eyadéma (Togo). Le scandale qui arrive en 1977 autour du corsaire de la République se confirme en 1981 : à la faveur de la victoire de la gauche, le tribunal de Paris ouvre une information judiciaire contre le mercenaire.

Quels que soient les motifs qui poussent à se lancer dans la traque aux hommes de l'ombre, cette dénonciation médiatique participe, dans l'imaginaire collectif, de la représentation d'une Afrique qui serait par excellence une terre à « barbouzes ». Cet univers interlope s'avère un moyen privilégié pour toucher la cellule africaine de l'Élysée et attaquer la politique africaine de la France. L'expérience de la décolonisation de l'Afrique subsaharienne francophone, dominée par la figure de Jacques Foccart, est à la source de cette grille de lecture.

Foccart et la tradition barbouzarde à travers la presse déchaînée

Il suffit de se remémorer les articles du *Canard enchaîné* pour visualiser l'image de la « grande barbouze de MonGénéral », aux activités africaines débridées. Supposé « être au parfum » dans l'affaire Ben Barka (selon la déposition d'un indicateur du SDECE), Foccart devient, dans la presse, l'archétype de l'homme de l'ombre tirant les ficelles. Le tir a commencé à l'extrême droite, dans les rangs antigauillistes pro-OAS (*Pan !*, *Minute*, *Aux écoutes*), pour être relancé par la gauche et l'extrême gauche (*Le Canard enchaîné*, *L'Humanité*). Sculptée en creux, la silhouette médiatique de Foccart inquiète : policier suprême et secret de la République gaulliste, il lui suffit d'actionner ses fameux « réseaux » pour réaliser ses desseins. Différents journaux s'en prennent à lui via les activités de mercenaires français, vétérans des guerres coloniales qui se sont souvent compromis, par sympathie ou par engagement, en faveur des tendances ultra de l'Algérie française. Reste à trouver la connexion qui permette leur association avec le conseiller présidentiel. Elle se noue autour de la figure d'une « barbouze » africaniste, vue comme un homme de main de Foccart. Le 28 août 1963, le *Canard enchaîné* décoche une flèche précise dans un article intitulé « Les petits amis de l'abbé Fulbert ». Le papier salue la chute du président congolais Fulbert Youlou en dé-

nonçant les activités brazzavilloises de Jean Mauricheau-Beaupré, *missus dominicus* de Foccart, conseiller de Youlou et ancien rédacteur du *Courrier de la Colère* de Michel Debré. Mauricheau devient ainsi le fil rouge classiquement employé par la presse pour relier Foccart aux mercenaires (Kantanga 1960-1963, Congo-Léopoldville 1963-1967, Biafra 1967-1970).

Ce parfum de scandale traverse la Méditerranée pour s'installer dans certaines publications africaines. En écho au *Canard enchaîné* français, le Tchad voit naître *Le Canard déchaîné*. Ce journal, contrôlé par le pouvoir de N'Djaména, trouve en Foccart le bouc émissaire de la crise politico-militaire que traverse cet État en faillite en proie à la rébellion. Foccart devient dans les colonnes de ce journal satirique le « Dopele au cou pelé » (charognard africain). *Le Canard déchaîné* entretient un climat hostile au « Monsieur Afrique » de l'Élysée selon les besoins politiques de Tombalbaye, le président tchadien⁷.

Faut-il alors en conclure qu'il s'agit, entre Foccart et les médias, d'une rencontre impossible ? Si, à l'exception de procès intentés en diffamation contre *Minute*, *Aux écoutes*, *Le Canard enchaîné* et *L'Humanité*, il a pris l'habitude de faire le dos rond et de supporter, il n'ignore pas le poids politique de la presse. Pour conserver le pouls des médias africanistes, il crée un Bureau de documentation et de presse (BDP)⁸ au sein de son Secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches. Ce ser-

vice entretient des contacts avec plusieurs journalistes – notamment ceux de l’association des journalistes d’outre-mer ou les correspondants de grands titres nationaux – et établit une revue de presse quotidienne exhaustive. Jean Mauriceau-Beaupré, plus que quiconque dans l’entourage de Foccart, joue à l’envi des ficelles médiatiques. Ancien journaliste et activiste gaulliste, il est resté en contact étroit avec d’anciens confrères de la droite nationale, tels que Paul Ribeaud⁹, Jean-Marc Kalfèche, Max Clos ou Jean-François Chauvel. Pour la plupart, ces grands reporters sont liés au monde du renseignement, via Mauriceau, les Services, ou les deux guichets à la fois : Ribeaud et Chauvel sont ainsi connus dans le marigot africain comme des honorables correspondants du SDECE et des hommes du *missus dominicus* de Foccart¹⁰.

Au printemps 1964, Paul Ribeaud se lance dans une série d’articles sur la crise de l’ancienne colonie belge, en proie aux rébellions d’inspiration lumumbistes. Il choisit de l’intituler à dessein « Congo zéro zéro ». À cette date, le Congo-Léopoldville (Congo ex-belge) est devenu le point de fixation de la Guerre froide en Afrique : les forces de l’Est soutiennent les rebelles lumumbistes tandis que les Américains protègent le gouvernement central d’Adoula. En réalisant son enquête sur la rébellion, Paul Ribeaud répond à un triple objectif : réussir un scoop en accédant aux zones rebelles, recueillir des renseignements

précis sur les forces insurgées et préparer l’opinion publique au retour politique de Moïse Tshombé – leader du Katanga en exil à Madrid. Cette dernière idée lui est soufflée par Mauriceau qui a déjà travaillé avec ce personnage lors de la sécession de sa province katangaise (1961-1963). Il veut cette fois l’installer sur le fauteuil de Premier ministre pour en faire l’atout français en Afrique centrale. Il convient pour cela de lui tailler une stature d’homme providentiel, de créer les conditions favorables à son rappel comme *Deus ex machina*¹¹.

L’équipe de Mauriceau travaille à le présenter, à travers la presse occidentale, comme le seul Congolais capable d’endiguer la rébellion et empêcher la désagrégation de l’État central. Il s’agit de montrer que cette troisième voie Tshombé, soutenue en coulisse par la France, est la seule apte à solder le chaos congolais. Étienne Allarde brosse le portrait de l’homme politique idéal garantissant la synthèse nationale entre tous les partis (*Combat*, 21 juin 1964). Dans un registre plus martial, Jean-François Chauvel, très proche de Bob Denard, s’emploie à montrer dans ses papiers que les mercenaires de Tshombé constituent la seule force efficace pour réduire les rebelles. Revenu à Léopoldville le 26 juin 1964, Tshombé est nommé la semaine suivante Premier ministre. La campagne de presse, partie essentielle de l’action psychologique orchestrée par Mauriceau et interprétée par des initiés du monde du renseignement, a porté ses fruits.

Tout au long du mandat de Tshombé (juillet 1964-octobre 1965), l'opération médiatique se poursuit pour asseoir sa légitimité politico-militaire. Au point que plusieurs journalistes anticomunistes, de talents divers, voudront tenter leur chance, avec plus ou moins de succès, auprès de ce nouveau héraut de la Guerre froide¹².

La période est à la guerre psychologique. Elle a connu en Algérie son heure de gloire avec les 5^e Bureaux. Loin d'abandonner ce savoir-faire, les services spéciaux le redéploient en Afrique. Devenu conseiller du président Houphouët-Boigny et informé par Jean-François Chauvel, Jean Mauriceau-Beaupré s'intéresse de très près au cas du Biafra. Fin 1967, il fait son rapport à Foccart. La thèse qui en sort est claire : la France ne peut pas s'engager ouvertement en faveur de la sécession de cette province nigériane. En revanche, Foccart reconnaît tout le bénéfice géopolitique qu'il voit dans l'implosion de ce mastodonte d'Afrique occidentale. Politiquement, la sécession se traduirait par la faillite des États fédéraux au profit de la « balkanisation » préférée par la décolonisation française. Stratégiquement, cela signifierait le renforcement du poids de la Côte d'Ivoire dans la sous-région tout en luttant contre la pénétration soviétique. Économiquement, cela aurait enfin pour conséquence de permettre à Elf de mettre un pied dans le cœur pétrolifère nigérian situé en pays Ibo (Biafra). Reste encore à « vendre » auprès de l'opinion publique une

guerre civile acceptable. La résistance biafraise passe nécessairement par une prise de conscience internationale, car le rapport de force (malgré l'aide matérielle française organisée depuis le Gabon) reste totalement asymétrique.

En 1968, le colonel Robert imagine alors de frapper les esprits en diffusant dans la presse le terme de « génocide » pour qualifier les victimes des massacres et la famine, consécutive au blocus alimentaire décrété par les forces gouvernementales nigérianes¹³. *Le Monde* reprend l'expression. De nombreux journalistes et intellectuels s'emparent de ce vocabulaire – sans en connaître l'origine. La campagne est accompagnée du chiffre éloquent d'un million de victimes biafraises. Il est censé trouver un écho auprès des six millions de Juifs exterminés par le régime nazi. La silhouette d'enfants anémiques, aux portes de la mort, se grave dans les mémoires à grands renforts d'affiches criant au génocide. Ainsi s'opère le transfert de mobilisation vers un « devoir moral » d'assistance au peuple biafraise. Les impératifs géostratégiques de Foccart sont ainsi relégués au second rang aux yeux de l'opinion publique, alors qu'il s'agit d'une opération tactique comparable au soutien à la sécession katangaise.

Au-delà de collaborations ponctuelles, que ce soit avec Mauriceau-Beaupré ou les Services, de véritables professionnels du renseignement sont nés dans le cadre de la lutte anticomuniste. Au titre de l'information (confidentielle ou médiatisée), ils se ni-

chent plus que quiconque au carrefour des médias et du renseignement depuis que l’Afrique est devenue le nouveau théâtre de la Guerre froide aux indépendances.

Les spécialistes de l’Information : l’expérience originelle de la propagande anticommuniste

« Monsieur Vincent » est en apparence un personnage peu visible dans l’ordre protocolaire de l’entourage de l’abbé-président Youlou, lorsque Brazzaville est le bastion du renseignement français en Afrique centrale (1959-1963). Ce conseiller dispose toutefois d’une marge de manœuvre personnelle et d’une autorité qui méritent de s’attarder sur son cas. Responsable de la communication du régime congolais, il est le chef du service d’Information et de Propagande, opérant entre son bureau de la présidence et le ministère de l’Information. Après une première mission d’observation en 1959, il revient à Brazzaville en mars 1960 prendre les rênes du journal officiel du régime, *L’Homme nouveau* [*Kongo ya Sika*]. Il organise les tournées présidentielles à travers le pays et procède à leur mise en symphonie : édition de brochures, rédaction d’une biographie populaire arrangée de Youlou, photographies officielles de l’abbé en père protecteur de la nation¹⁴. À l’échelle internationale, il valorise son rôle de potentiel arbitre politique des crises d’Afrique centrale. Enfin, il régule toute l’économie de l’informa-

tion au Congo-Brazzaville, avec une haute main sur l’agence congolaise de presse qu’il fait créer.

Concepteur et contrôleur de ces canaux d’information de masse, « Vincent » participe à l’orientation et à la politisation des consciences congolaises. Son travail de propagande fonctionne, selon lui, comme un travail de contre-propagande anticommuniste. Le combat idéologique auprès des alliés africains du pré-carré se joue aussi bien avec un stylo qu’un fusil. « Vincent » est ainsi conduit à surveiller les agissements de ses « confrères » de l’*Agence Chine Nouvelle* ou d’*Izvestia* – couverture traditionnelle d’agents de renseignements chinois et soviétiques –, installés à Léopoldville, de l’autre côté du fleuve. Il est amené, par ses fonctions, à côtoyer de très près les résidents du SDECE et à participer à des opérations sensibles. Mieux, il se taille, par sa position, une place unique : il est, pour Paris, un agent d’influence officieux (avec les avantages et les inconvénients de son indépendance par rapport aux Services) dans cette économie de la lutte anticommuniste. À sa mort en 1964, seul un journal pleure « Monsieur Vincent » : *Est & Ouest*.

Cela ne doit rien au hasard car le conseiller pour l’Information de l’abbé Youlou était membre de la célèbre « Maison Albertini ». Fondée en 1948, officiellement intitulée association d’Études et d’Information politiques internationales, elle est mieux connue sous le nom d’*Est & Ouest*¹⁵. Georges Albertini, ancien membre de la SFIO,

a suivi Marcel Déat dans la voie du néosocialisme par conviction anti-communiste. Membre du cabinet du chef du RNP pendant l'Occupation, il est inquiet à la Libération. En prison, il rencontre le banquier Hippolyte Worms qui le recrute en 1948, à son élargissement de la centrale de Poissy. Albertini prend la direction d'un bureau d'analyse sur la menace communiste et appelle autour de lui les meilleurs spécialistes du monde marxiste : ils sont pour la plupart des anciens socialistes ou communistes, compromis pendant la guerre pour avoir choisi la voie collaboratrice au nom de la priorité absolue qu'ils accordent à la lutte anticommuniste. Henri Barbé, ancien dignitaire du PCF passé au PPF de Jacques Doriot, devient le bras droit d'Albertini à *Est & Ouest*.

Il recommande de recruter Émile Bougère, un ancien Kominternien qui a dirigé le réseau des *rabcors*¹⁶ depuis *L'Humanité* au début des années 1930. Communiste repent, Bougère a rallié le PPF dont il a été un des piliers du bureau central de presse du parti (1936-1944). Après un passage par la case prison à la Libération, il reprend du service auprès d'Albertini mais préfère changer de nom pour passer plus inaperçu. Il opte pour « Monsieur Vincent ». Après avoir mené une campagne de presse contre Hô Chi Minh et le viêt-minh, il s'attelle à la comptabilité des mairies communistes de la ceinture rouge de Paris, avant de s'intéresser à la médiatisation de personnalités politiques africaines à la veille

de l'indépendance. Il s'initie au continent avec le Cameroun des années 1950, en proie aux agitations nationalistes. En 1956, il rencontre dans les couloirs de l'officine anticommuniste Fulbert Youlou, emmené par un officier du SDECE soucieux de son devenir politique.

Les connexions entre *Est & Ouest* et les Services appartiennent à l'économie française de la Guerre froide. Lorsque les analystes du SDECE manquent de matériau sur les ingérences soviétiques, égyptiennes ou chinoises en Afrique, il n'est pas rare de les y voir venir chercher des informations : le centre leur ouvre sa bibliothèque et les guide, au besoin, de ses conseils. Nicolas Lang, spécialiste de l'Afrique, dispense quelques formations et analyses. Les contacts de Georges Albertini s'élèvent jusqu'à un très haut niveau politique, ne négligeant pas un crochet par l'influent cardinal Tisserand au Vatican. Au total, cet organisme fonctionne comme un véritable centre de documentation, au sens accordé à ce mot dans les années 1950 – c'est-à-dire un centre de renseignement.

Un marigot régénéré ?

Dès les indépendances, chaque chef d'État africain soucieux de son image s'est attelé à la constitution d'un service de presse, d'information et de documentation directement rattaché à son autorité et placé sous la responsabilité d'un homme de confiance. Houphouët-Boigny a finalement dévolu ce

rôle à une femme, Claude Gérard, qui a fondé à Paris, rue Lafayette, le Centre de recherche et de documentation africaine (CRDA), lieu de passage incontournable des africanistes jusqu'à sa fermeture à la fin du XX^e siècle Houphouët-Boigny a compris précocement l'étroite connexion entre information et influence politique. Dès 1944, il a noué des liens intimes avec Roger Perriard, un journaliste français devenu l'un de ses plus proches conseillers. En 1993, à la mort du « Vieux », Perriard est aux manettes pour orienter la succession en faveur de Bédié et non Ouattara.

Avec le virage de la fin de la Guerre froide et l'étiollement concomitant de la logique du pré-carré, de nouvelles dynamiques émergent sous la plume renouvelée des spécialistes de l'information. La place des questions économiques a considérablement augmenté à partir des décennies 1980-1990. De nouvelles références journalistiques sont apparues à cette période. Le groupe *Africa intelligence*, qui se compose de bureaux thématiques et géographiques, s'est imposé au sein des publications confidentielles comme l'une des meilleures références. Pas une ambassade, un grand groupe économique, ou un spécialiste ne se prive de la lecture des différentes *Lettres* bihebdomadaires. Absentes des rayons des bureaux de presse, ces publications confidentielles n'en restent pas moins le carrefour médiatique du village

franco-africain. Internet a également offert une tribune innovante pour les mouvements de contestations de tous bords : les oppositions africaines au sein des diasporas y ont souvent trouvé un biais pour communiquer. Le scandale de WikiLeaks a rappelé que l'épiphanie médiatique peut aussi venir de la toile, longtemps considérée comme un support trop instable pour être réellement inquiétante.

Si, à l'aube du XXI^e siècle, les azimuts politiques se sont démultipliés à la faveur de l'émergence d'une nouvelle géopolitique africaine, l'économie du rapport entre les médias et le monde du renseignement n'a pas fondamentalement changé. La guerre psychologique, fortement marquée par les séquelles de la décolonisation, a officiellement vécu. Les *Psyops* et les campagnes de presse orientées restent pourtant plus que jamais d'actualité. Si l'information, nourrie de droits de réponses seulement intelligibles des initiés, s'en trouve enrichie, elle n'en est pas nécessairement plus claire. Les quatre archétypes épiphaniques évoquées dès l'ouverture s'inscrivent donc eux-mêmes dans une dynamique de communication, à laquelle il convient d'appliquer avec une attention redoublée la critique des sources. Le génocide rwandais et les polémiques médiatiques qui l'entourent en sont aujourd'hui l'exemple africain le plus éloquent.

Notes

¹ Fenkam, Frédéric, *Les Révélations de Jean Fochivé, le chef de la police politique des présidents Ahidjo et Biya*, Paris, Minsi, 2003.

² Paul Biya n'a plus confiance dans sa Garde républicaine, compromise dans le putsch de 1984. Il décide de la dissoudre et de la remplacer par la Garde présidentielle.

³ <http://www.hrw.org/legacy/french/theme/s/habre.htm>. Dioh, Tidiane, « Les archives de l'horreur », *Jeune Afrique*, 12 mars 2003. Le choix de ce titre n'est pas sans rappeler « *El archivo del Terror* », qui désigne les archives du plan Condor dont la découverte est à la base de l'instruction contre Pinochet.

⁴ <http://www.hrw.org/fr/reports/2005/07/11/tchad>. Les annexes 1 et 2 de ce document contiennent la liste et les fiches individuelles des anciens responsables et agents de la DDS.

⁵ Péan, Pierre, *Noires fureurs, blancs menteurs*, Paris, Mille et une nuits, 2005. Péan, Pierre, *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Paris, Fayard, 2010.

⁶ « Publication des archives oubliées des mercenaires de Bob Denard sur l'opération de janvier 1977 au Bénin voulue par Journiac », *Afrique Asie*, n° 138, 27 juin 1977.

⁷ Dès la décennie 1960, différents organes de presse africaines révolutionnaires, sur le modèle du titre algérien *Révolution africaine*, prennent pour cible les menées de Foccart en Afrique. Entre 1963 et 1968, à Brazzaville, les éléments révolutionnaires radicaux visent de manière systématique la France par la voix de leur journal *Dipanda* [Indépendance] – financé par Pékin. La plume au vitriol de l'éditorialiste N'Dalla Graille dé-

nonce les menées des services secrets français à l'encontre de la Révolution, BDIC, *Dipanda*, (1966–1968).

⁸ AN, 5 AG FPU (fonds public Foccart), BDP 1–95.

⁹ Son frère, Guy Ribeaud, est avec Léon Delbecq l'un des activistes gaullistes essentiels de la crise du 13 mai 1958 à Alger.

¹⁰ Entretien de l'auteur avec Philippe Lettéron, adjoint de Mauriceau, le 17 juin 2005.

¹¹ AN, 90 AJ (fonds Lettéron), 61–68, Congo-Léopoldville, 1960–1971.

¹² AN, 5 AG FPU (fonds public Foccart), 260. Télégramme de l'ambassade de France au ministère des Affaires étrangères, Léopoldville le 16 mars 1965. François Duprat – licencié d'histoire, ancien collaborateur de *Tam* et du *Bled* (5^e Bureau en Algérie), d'*Europe Action*, des *Cahiers universitaires* et de la *Lettre de Paul Dehème* (publications nationalistes anticommunistes), et futur penseur de l'extrême droite révolutionnaire anticommuniste – tente sa chance dans le Congo en 1965. Il n'y connaît qu'un succès fort mitigé.

¹³ Renaud, Alain et Robert, Maurice, *Maurice Robert, « ministre » de l'Afrique*, Paris, Seuil, 2004, p. 180–181.

¹⁴ La Documentation française, publications du ministère de l'Information (Congo-Brazzaville).

¹⁵ BnF, FOL-JO-6123, *Est & Ouest*

¹⁶ *Rabotcheskii correspondants*, correspondants ouvriers. Il s'agit d'un réseau d'information de *L'Humanité* qui évolue en réseau d'espionnage économique à la discrétion de l'URSS.